

CORRESPONDANCES.

Pour le *Libéral*.

J'avais vu, depuis longtemps avec une profonde douleur le journal qui n'a conservé de Canadien que son titre, déverser l'injure et le mépris sur tous ceux qui ont défendu avec constance et avec intrépidité l'honneur et l'intérêt national, s'appropriant avec empressement tous les articles vrais ou faux des papiers ennemis qui pouvaient être au désavantage de ses compatriotes, et y ajouter des commentaires de sa façon ayant la même tendance, inventer même des fables, et prêter aux hommes publics, objets de sa haine, des démarches et des motifs contraires à la vérité. Je me suis tu alors, parce que désirant me mêler le moins possible de politique hors des sessions, je n'ai pas cru être chargé spécialement de combattre ce journal tout changé, paré bizarrement de quelques oripeaux qu'il appelle encore du patriotisme, mais livré de fait à un esprit de vengeance, d'animosité personnelles, et de petites rancunes, qui composent aujourd'hui toute sa doctrine. J'attendais que le mensonge et la calomnie m'atteignissent aussi; si ce tribut m'eût manqué, j'aurais pu vraiment douter d'avoir fait mon devoir.

Maintenant que le journal dont il s'agit, a poursuivi sa tâche, en m'attaquant d'une manière deshonnête à l'occasion de la belle assemblée du comté de Portneuf, je dois faire connaître la vérité, afin que ceux de mes concitoyens, que vû l'éloignement des lieux, le *Canadien* aurait pu préjuger, se convainquent que les torts ne sont pas de mon côté, et en même temps qu'un comté de plus dont on nous avait accoutumés à ne rien attendre, est venu de lui-même de l'avant en faveur de la cause du pays, avec connaissance de cause, avec un zèle qu'aucune influence étrangère n'a eu besoin d'activer, mais aussi n'a pu ralentir, et que malgré les efforts qu'on a faits, ce comté, le comté de Portneuf, a dénoncé les nouvelles doctrines de ses représentants, et a déclaré que lui il n'avait pas changé. Ces faits qu'il eût été si honnête et si simple d'avouer, n'étant pas agréables au Canadien, il a fallu dès lors inventer des faussetés pour se donner gain de cause. C'est moi qu'on a choisi pour en être l'objet; j'en éprouve un vrai chagrin, quoique je me croie au dessus d'une pareille agression; mais il est toujours pénible d'être en collision avec ses amis (je mets ce mot en lettres ordinaires, et non en italique.)

Dans une autre occasion je rendrai un compte détaillé de l'assemblée de Deschambault; je donnerai le discours qu'y a prononcé M. Huot, ainsi que sa lettre écrite précédemment, et en comparant ces documents avec les résolutions qui ont été adoptées, chacun pourra se convaincre que l'assemblée a été une défaite signalée pour le parti dont M. Huot s'est fait le champion, et dont le Canadien est l'organe. Cependant M. Huot s'était rendu dans le comté plusieurs jours d'avance je crois dans le but de faire échouer l'assemblée, ou s'il ne le pouvait d'en changer la nature; il y est venu avec des résolutions d'un genre nouveau, où la violation de nos libertés par la métropole était séchement désapprouvée en quelques lignes, mais dont la partie principale avait pour but d'approuver la minorité de 1836, et de proclamer la loyauté, la fidélité, l'obéissance à je ne sais quelle loi, l'allégeance, et l'adhésion à je ne sais non plus quels sermens; toutes choses fort de mise dans les circonstances actuelles. Je parle de ces résolutions, parce qu'elles ont été montrées durant l'assemblée; mais leur auteur a jugé prudent de les garder par devers lui, et il a fait bien. Il y a, pour de pareilles doctrines, trop d'esprit public dans le comté de Portneuf. Moi je n'avais pas fait de résolutions; je n'ai eu qu'à approuver très cordialement celles que les électeurs eux-mêmes avaient préparées. J'ajouterai que les connaissances sur nos affaires publiques sont assez répandues dans cette partie du pays, pour que, le jour de l'assemblée, il m'ait été impossible de trouver grâce auprès des électeurs pour M. Huot dont j'ai franchement entrepris la défense. En vain j'opposais les travaux, les votes, les opinions écrites et passées de ce monsieur, à ce qu'on alléguait contre lui; ses antipathies d'aujourd'hui, sa solidarité présumée avec celles du *Canadien*, et ses croyances parlées et présentes, l'avaient fait juger sans appel.

Sur la franchise et la loyauté de mes procédés envers ce Monsieur et son vénérable collègue, tant lors de l'assemblée qu'en tout temps auparavant, je me réclame sans crainte de tous ceux qui y ont participé. M. Huot lui-même connaît la fausseté des inculpations du *Canadien*, et ne les a pas démenties. Voici les faits. Je n'ai jamais intrigué dans le comté de Portneuf pour ou contre M. Huot. Je ne connais personnellement aucun des habitans de ce comté. Je n'y ai jamais parlé de M. Huot. Le premier voyage que j'y ai fait, était entièrement étranger à la politique. Je me suis même abstenu d'en parler à qui que ce soit dans le cours du voyage. J'étais à Deschambault un parfait étranger, et je ne suis pas sorti de la maison d'un parent que son caractère, ses habitudes et ses dispositions, éloignent également des débats de ce genre. Une députation nombreuse des plus notables habitans, m'est venue trouver sans que je m'y attendisse, pour me prier d'assister à une assemblée publique en opposition aux mesures coercitives de l'Angle-

terre; j'ai répondu que je m'y rendrais; la réunion, qui a été assez publique, s'est retirée sans que j'aie eu le moindre pour-parler séparément avec aucun de ceux qui la composaient; je l'ai même évité soigneusement. Dans cette invitation, qui m'est assurément honorable, et dans ma réponse, il a été question de l'avenir du pays, des mesures qu'il fallait adopter pour parer les maux qui nous menaçaient, mais il ne s'est agi directement ni indirectement de M. Huot ni son parti; il n'était pas question de lui, c'étaient des habitans du pays qui voulaient exprimer librement leur opinion sur des mesures publiques, il n'y avait là ni menées, ni trames, ni même de considérations personnelles quelconques. Si l'on m'eût alors parlé de Mr. Huot, je l'aurais défendu comme j'ai fait depuis. Je promis de me rendre à cette assemblée. Voilà mon crime. Il eût peut-être été mieux, sachant que je serais maltraité par des hommes aigris et par là même injustes, de me refuser à cette invitation, dans la crainte de voir se briser des liaisons qui m'étaient précieuses. Mais j'ai cru que je devais faire mon devoir; je l'ai fait, je puis le regretter, mais je ne m'en repens pas.

Dans l'intervalle de 15 jours qui s'est écoulé jusqu'à l'assemblée, je n'ai vu personne du comté de Portneuf et n'ai correspondu avec personne. Il est faux, du moins à ma connaissance, qu'il se soit agi dans aucun comté ou réunion, à Québec, de l'assemblée de Portneuf. Je me suis rendu à Deschambault au jour indiqué. Je n'y suis arrivé que le jour même, et Mr. Huot était sur les lieux depuis trois jours. J'ai assisté à l'assemblée, j'y ai fait connaître mes opinions sur l'état du pays; mais je n'ai pas, comme M. Huot, usé de récriminations, et n'ai accusé personne, j'ai sans cesse pris la défense de M. Huot; d'ailleurs il ne s'agissait pas de lui.

Où est maintenant mon crime, et devant de pareils faits que je défie de contredire, que deviennent les calomnies et les lamentations du *Canadien*?

Lorsqu'on me demanda à Deschambault, le 2 du mois, il me vint à la pensée d'exprimer mon désir qu'on invitât M. Huot, mais je fus retenu par la crainte d'attirer pour lui quelques remarques désagréables, et qui m'auraient été pénibles. Ceux qui m'invitaient me parurent tout à fait compétens à décider pour eux-mêmes ce qu'ils feraient.

J'avoue que j'aurais pu prévenir M. Huot de cette assemblée, qui au surplus n'était pas dirigée contre lui et où il ne s'agissait pas de lui, six jours et demi plutôt que je ne l'ai fait. Je ne me rappelle pas que M. Huot m'ait fait aucune question qui m'ait donné occasion de lui dire plutôt, car je l'aurais fait. Ce qui m'a empêché de le lui dire de suite, a été la crainte de l'aigrir davantage, et d'être calomnié. Ce résultat n'a pas manqué. M. Huot avait eu assez d'occasion de connaître ma véracité tant dans la vie privée que dans la vie publique, pour croire à ce que je lui disais de mes rapports avec l'assemblée projetée. Cependant on a aussitôt répandu de toutes parts le bruit que c'était moi qui l'avais suscitée, conseillée, que je travaillais contre M. Huot, que j'intriguais dans le comté contre lui; ces calomnies, que je repousse, ont volé de bouche en bouche; les journaux ennemis s'en sont emparés. M. Huot a pu se convaincre lui-même de leur fausseté; il n'est resté que le Canadien pour y donner cours afin de pallier une défaite.

Maintenant que j'ai exposé ma conduite à mes concitoyens, je n'entrerai pas dans le vaste champ des récriminations contre mes amis, cette tâche me serait trop coûteuse. Je me bornerai à dire que si leurs préventions me privent de ma société de tous les jours, c'est moi qui y perdrai le plus, mais que j'aurai la conviction intime d'avoir sans cesse tâché de mettre ma part des fonds de sentimens et de devoirs qui rendent si doux le commerce intime de la vie.

Un trait singulier dans la tactique du Canadien, c'est qu'il s'approprie les résolutions adoptées à Deschambault. Eh! puisque vous les trouvez excellentes, je les approuve aussi moi; je n'ai pas plus que vous le mérite de les avoir faites; encore moins en ai-je proposé ou rédigé de contraires; alors en quoi différons-nous? Cette position du Canadien donne lieu, au reste, à beaucoup de rapprochemens que le lecteur suppléera.

A. N. MORIN.

Québec 23 juillet 1837.

P. S.—Je viens de voir les discours donnés dans le Canadien comme celui de Mr. Huot et le mien, avec de prétendus détails sur l'assemblée. Il est aisé de voir que Mr. Huot avait son rapporteur, qui lui a prodigué une passable dose de louanges, et qui m'en a même mis dans la bouche beaucoup plus que je ne lui en ai données. Naturellement je n'ai pas dû être ménagé. Je m'en occupe peu. Je déclare que son rapport est essentiellement partial et incorrect. S'il y a eu des applaudissemens et des sifflemens, ils n'ont pas été où il les a mis. J'y reviendrai.

M. L'ÉDITEUR.

J'ai lu dans votre feuille un article signé *Un Electeur*, du comté de Bellechasse; je trouve que cet individu a beaucoup de prétention, pour ne rien dire de plus, en voulant se rendre l'interprète de l'opinion et des sentimens de ceux qui n'ont pu assister à l'assemblée de la St. Jean-Baptiste, tenue dernièrement à St. Thomas. D'après ce lumineux *Electeur*, nous n'avons pas assisté à l'assemblée par ce que nous ne sommes pas les adorateurs de Mr.

Papineau, conclusion nécessairement déduite, pour raisonner dans le sens d'*Un Electeur*, qui insinue maladroitement qu'il n'y a que les adorateurs de M. Papineau qui aient assisté à l'assemblée de St. Thomas.— En vérité une telle conclusion fait honneur au bon sens d'*Un Electeur*!!

Il ne nous sera donc plus permis de manquer à une assemblée quelconque sans être sujet à voir nos opinions et nos sentimens sur cette assemblée être mis en accusation! vraiment, est-ce qu'il ne peut pas exister de très-bonnes raisons pour priver un cultivateur ou tout autre individu d'assister à une assemblée sans en tirer une conséquence aussi injuste qu'injurieuse à ses principes politiques. *Un Electeur* ne voit-il pas que par un avancé aussi gratuit et aussi extravagant, il va jusqu'à compromettre tout un comté? Ne voit-il pas qu'il vaudrait autant dire que ce comté est contre l'assemblée de St. Thomas. Mais pourquoi ne dit-il pas que le comté est bureaucrate, c'est la seule conclusion à tirer.

En effet, l'assemblée tenue à St. Thomas avait trois grands objets en vue: La célébration de la St. Jean-Baptiste, l'encouragement des produits du Canada et l'établissement de ses manufactures, enfin une censure directe des résolutions proposées par le ministère anglais et adoptées par la chambre des communes en Angleterre. Or, tous les Canadiens réformistes, soit les adorateurs de M. Papineau (les partisans de la majorité,) soit ces nouveaux détracteurs (les partisans de la minorité,) ces deux nuances politiques sont d'avis d'avoir des assemblées dans le sens de celle de St. Thomas et autres; elles pouvaient se rapprocher l'une de l'autre sans compromettre leurs opinions politiques. Certainement il n'était nullement question de M. Papineau à cette assemblée; à la vérité l'honorable Orateur de la chambre a bien voulu honorer de sa présence cette assemblée aussi pure dans ses motifs que ferme dans ses résolutions, mais elle aurait eu lieu sans cet illustre Monsieur. Je ne vois qu'une nuance politique (celle de la bureaucratie) qui se soit prononcée contre ces assemblées et qui ait applaudi aux mesures coercitives du ministère. Ainsi *Un Electeur* voudrait faire passer ce comté pour l'ennemi du nom Canadien et des autres comtés, en un mot, ce serait un comté bureaucrate! A dieu ne plaise que le pays se prononce ainsi sur le populaire comté de Bellechasse dont les électeurs ont toujours prouvé jusqu'à ce jour, qu'ils avaient su faire choix de membres amis de la cause Canadienne.

Un Electeur fait donc preuve de très-peu de jugement en dédaignant maladroitement et malicieusement, que ceux qui n'ont pu assister à l'assemblée, ne sont pas les partisans de M. Papineau ou étaient contre l'assemblée. Quant à lui, il laisse tout naturellement entrevoir qu'il est contre cette assemblée, c'est-à-dire qu'il appartient à la clique bureaucratique! mais qu'y faire? N'y a-t-il pas toujours dans les paroisses quelques brebis galeuses? c'est ordinairement quelques minces individus dont le gouvernement a fait l'acquisition au moyen du titre éphémère de Juge de Paix ou de Commissaire, etc. J'aimerais à connaître cet *Electeur* qui se mêle de faire de semblables dénombremens, qui prend sur lui de nous prêter ses motifs. Je l'invite à se mêler de ce qui le regarde, et s'il se croit de quelque influence dans le comté, qu'il se présente au Poll à une élection prochaine, lui ou un de sa clique, et nous lui prouverons alors si ce comté est patriote ou bureaucrate.

Quant à l'assemblée de St. Thomas, je regrette avec beaucoup d'autres que nos occupations ne nous aient pas permis d'y assister; mais un grand nombre d'entre nous se font un devoir de n'y pas manquer l'année prochaine si Dieu nous donne la santé.

UN ELECTEUR.

Partisan de l'honorable Papineau et qui n'étoit pas à l'assemblée de St. Thomas.

P. S.—Comme je finissais mes remarques sur *Un Electeur*, je viens d'apprendre qu'un certain *Major de campagne* que le gouvernement a triplement rétribué en le nommant aux places de paix et de commissaire et qui de plus a assez rampé, malgré sa burlesque grosseur auprès de certains honnêtes anglais pour obtenir le noble titre d'*agent (de campagne bien entendu) pour les terres de la couronne*, je viens d'apprendre dis-je, que cet individu, le lendemain de la St. Jean Baptiste arrêta tous les passans et leur demanda s'il avoient entendu dire qu'il y eut beaucoup de monde à l'assemblée de St. Thomas.

Je sais très-bien que le *gras personnage* n'était pas pour l'assemblée, car il avait beaucoup sué et fatigué pour intimider les gens; il allait même jusqu'à leur dire que trois mille fusils étaient rendus à St. Thomas, pour tuer ceux qui iraient à l'assemblée, il ajoutait encore que toutes ces réunions étaient pour amener la *révolte*, mot banal pour intimider le peuple.—Je suis porté à croire que c'est bien lui qui a fait le dénombrement du comté de Bellechasse et qui a signé *Un Electeur*, si l'on en juge par les sources respectables auxquelles il a puisé ses renseignements, j'en suis d'autant moins surpris, que Dimanche dernier, il me disait à moi-même, ainsi qu'à plusieurs autres, que le pays était dans un si grand danger que le gouvernement avait envoyé chercher à Halifax un régiment pour arrêter les gens de M. Papineau.—

Le gros major ne sait pas que tous les ans des détachements de troupes viennent ici remplacer ceux qui partent, soit de Québec, soit de Montréal, pour retourner en Angleterre.

—23 juillet, 1837. UN ELECTEUR, &c.

LE LIBERAL.

QUEBEC, MERCREDI 26 JUILLET, 1837.

L'Etat des Partis.—Rien ne peut surpasser l'inquiétude et l'activité qui se manifestent dans les Journaux du parti oligarchique—Tout est mis en œuvre pour tromper le jugement public—Quand on n'ose pas fausser les faits par leur trop palpable évidence, on attaque les moyens, et quand ceux-ci sont au-dessus de l'atteinte on anathématise les personnes et on leur prête des motifs indignes de l'élevation de la cause qu'ils soutiennent—Si par tous ces côtés les actes des libéraux sont invulnérables, on invoque l'ironie, le sarcasme et le ridicule, pour affaiblir l'effet électrique que devait avoir sur les esprits ce noble élan de patriotisme qu'a trahi la grande masse du peuple du Bas-Canada depuis deux ou trois mois. Les aventuriers du pays commencent maintenant à redouter le peuple généreux qu'ils s'imaginaient toujours trouver impassible à l'opprobre que lui infligeait leur ascendant insupportable, et ils savent aujourd'hui respecter une population intelligente et ferme qu'hier ils osaient mépriser.

Il est vrai que les intrigues politiques qui ont si éminemment signalé l'administration actuelle du gouvernement de la Province, ont réussi à détacher de la population patriottique du pays une fraction de son ensemble; une fraction parmi laquelle se trouve quelques hommes que leurs compatriotes avaient honorés de leur plus entière confiance, et avaient élevés à la distinction d'une popularité sans bornes. Conseillers et guides, tout-à-la-fois, du peuple docile qu'ils co-opéraient à instruire et diriger, ils lui peignaient jadis les griefs politiques sous lesquels il gémissait; ils lui indiquaient avec hardiesse et énergie les voies qui menaient au redressement de ces griefs; ils inculquaient une opiniâtre persévérance dans la demande des réformes radicales qu'ils suscitaient ou soutinrent comme indispensables aux libertés et au bonheur du peuple du pays. Ce sont eux qui éclairèrent les habitants et des villes et des campagnes sur leurs droits politiques; ce sont eux qui semèrent, parmi leurs compatriotes, le germe des sentiments d'indépendance et de démocratie qui ont fructifié sous leur égide, et qui ressortent maintenant avec toute la force de l'impulsion qu'eux-mêmes leur ont donnée. Ce sont eux qui ont guidé un peuple confiant aux bords d'une mer orageuse, eux encore, qui l'ont invité, exhorté, poussé à se lancer au milieu des flots, au sein de la tempête; ce sont eux enfin qui, se retirant lâchement de la plage, conjurent l'orage sur la tête de leurs crédules disciples, au lieu de partager leur sort et guider leur barque au milieu des écueils.

Heureusement que le peuple ne reste pas sans nochers, sans d'habiles pilotes qui connaissent non seulement la carte, mais qui peuvent discerner, avec une extrême sagacité, les phares trompeurs et funestes qu'on allume pour le dérouter et le reconduire dans le cercle de la dégradante servitude duquel il vient de s'élaner en tangente.—C'est M. PAPINEAU dont la main ferme tient le timon—c'est lui dont l'esprit éclairé et l'âme inébranlable président aux destinées du peuple Canadien—c'est lui à qui est dû l'honneur d'avoir complètement effacé la tache d'infériorité politique qui défigurait l'état civil et social des "enfants du sol"; car on ne peut se le dissimuler, l'arrogance de la population britannique vis-à-vis des Canadiens, a toujours été des plus révoltantes à l'amour propre de ceux-ci, et outrageante à leur honneur national, et à leur dignité comme homme. Mais quelle était la cause de cette collision des différentes parties de la population du pays? Etait-ce le résultat d'une antipathie naturelle? Point du tout. Nous en trouverons la cause primordiale dans nos institutions politiques, dans la bureaucratie et la *comptoirocratie* qui ont rendu dominante, et dans le gouvernement, et dans les départements du pouvoir officiel et dans le commerce, la partie adventive de la population de la colonie. L'ascendant que l'on donnait partout à nos co-sujets d'outre mer, nourrissait un esprit de domination qui leur inspirait l'illusion flatteuse d'une supériorité imaginaire—Cet ordre de choses gênant, peu naturel, injuste et dangereux, ne pouvait toujours durer; les causes qui le favorisaient, devaient nécessairement être investiguées, et elles furent facilement tracées, comme nous l'avons déjà dit, aux institutions politiques et aux influences bureaucratiques et mercantiles du pays.

Un gouvernement mû par le favoritisme, les hautes fonctions du pouvoir exécutif accaparées par une caste exclusive de la population accessoire, et le monopole du commerce britannique entre les mains d'une seule classe des citoyens sous la faveur de liaisons avec la mère-patrie, toutes ces circonstances ne pouvaient manquer de créer des désordres dans les rouages de l'administration des affaires, et du mécontentement dans les esprits. Delà partent tous nos besoins et nos projets de réforme. Le mécanisme du gouvernement exige une réparation radicale. Tous les bons citoyens en conviennent. La partie magnanime et philanthropique de la population d'outre-mer se range avec un généreux empressement dans les rangs patriotiques. Anglais, Irlandais, Ecossais, y rencontrent des frères dans la cause sacrée des libertés Canadiennes qu'ils ont épousées. Les distinctions d'origine que le gouvernement a méchamment fomentées sont répudiées de part et d'autre; le pays ne reconnaît qu'une division parmi son peuple; d'une part les amis des libertés et de son aggrandissement et de l'autre les partisans des abus et de l'absolutisme d'un gouvernement qui comprime par son action les énergies morales, physiques et industrielles de cette section de l'empire.

L'ASSEMBLEE CONSTITUTIONNELLE.—la fameuse liste des signataires à la convocation de l'assemblée a paru lundi dans la gazette; elle contient entre 14 à 1500 noms dont 24 noms paraissent répétés; mais comme "il y a plus d'un âne à la Foire qui s'appelle Martin", selon le *Populaire*, il pourrait se faire que ce soit différentes personnes. Nous croyons que ce résultat de l'activité sans relâche des comités supérieurs et des comités en sous ordre qui ont été nommés dans les différents quartiers de la ville, des faubourgs de la banlieue et même, du comté, n'est pas un sujet de félicitation pour les amis des abus et les ennemis des libertés mêmes constitutionnelles du pays.—Nous nous réjouissons d'y voir un si petit nombre de noms Canadiens, et nous félicitons nos compatriotes sur la leçon de consistance et de fermeté qu'ils enseignent à leurs adversaires politiques par cette conduite louable et dignifiée. Ceux qui ont eu la faiblesse de se compromettre au point de s'associer au parti oligarchique, qu'ils ont toujours opposé, sauront un jour s'en repentir quelques soient les suites de leur malheureuse erreur; et cette liste, aujourd'hui d'une importance assez éminente, portera son fruit et son efficacité comme témoignage historique.

"CONVOCATEUR?" mot qui devrait être français s'il ne l'est pas—voyez les *Œuvres de L'Editeur philologiste du CANADIEN*—Vol: VII. No. 10. p. 1. Col. 5—"CONVOCATEURS & convoqués se demandaient ce que cela voulait dire & "

ACCIDENT.—Dimanche dernier, au retour du bateau à vapeur le *Cygne* qui avait fait le tour de l'Isle d'Orléans, un des passagers, un M. Rousseau en débarquant de nuit au quai Napoléon, s'achemina vers la porte du quai de la Reine, et en voulant prendre la ligne directe du débarquement, pour s'y rendre, tomba dans l'angle des quais Napoléon et de la Reine et fut noyé—Pendant qu'on cherchait cet infortuné, un deuxième se précipita au même endroit, mais il fut heureusement réchappé par les personnes qui s'y trouvaient—On est en frais de prolonger le quai de la Reine pour l'étendre en ligne avec celui de Napoléon—Mais dans l'intervalle, l'état de ces quais est des plus dangereux—Nous espérons que le coronaire en investiguant la cause de ce cas fortuit, n'a pas manqué de se récrier, comme il est de son devoir, contre les dangers auxquels le public est exposé par la négligence de ceux qui construisent le nouveau quai, qui devrait être garanti par un garde-corps, ou éclairé de nuit par des lanternes—La vie des citoyens, sans l'une ou l'autre de ces précautions reste très exposée—Nous sommes informés que plusieurs autres passagers se dirigeaient dans la même route, lorsque l'accident est arrivé, ce qui seul les a préservés d'être eux-mêmes les victimes.

"Si le peuple eut été ainsi dirigé, il est certain que l'heure de la justice fut venue sonner pour lui, ou que l'intérêt de toutes les nations lui eut été acquis." Tel est l'aveu du *Populaire* sur les mérites de la cause Canadienne. Il en reconnaît la justice, mais il a quelques petits scrupules sur le ton un peu énergique que le peuple Canadien a cru devoir adopter comme le seul qui soit propre à la manifestation de la vigueur des sentiments par lesquels il est mû, et à démontrer qu'il ressent les maux dont il se plaint. C'est Eschine, nous croyons, qui refusa la défense d'un client qui lui raconta froidement l'injure dont il se plaignait. Le client s'échauffa sur ce refus, et lui fit un tableau si vif, chaleureux et touchant de sa cause qu'Eschine s'en chargea avec enthousiasme.

(Extrait du U. C. Liberal.)

Il est devenu de mode d'appeler le peuple du Bas-Canada "une race simple!" et ses représentants, des aspirants factieux et artificieux! Comme cela est judicieux! mais est-ce que tous ces hommes factieux, à l'avènement de lord Gosford, n'ont pas prouvé qu'ils avaient la volonté de faire tout pour s'assurer du redressement de leurs griefs? Ils ont voté six mois de subsides, les salaires des officiels étaient pourvus comme auparavant, mais le conseil, mais les officiels eux-mêmes, ne voulurent pas ratifier le vote. Ils rejetèrent le bill, parce que parmi les items une petite somme de l'argent du peuple se trouvait consignée pour indemniser de ses sacrifices l'avocat du peuple dans la chambre des communes! Cependant en face de ceci, l'assemblée est dénoncée par une administration tyrannique, et les ennemis de la cause populaire sont applaudis.

Le Rubicon est maintenant passé. Les résolutions asservissantes ont été envoyées des communes aux lords; les évêques, ces très révérends pères en Dieu, leur donneront une bénédiction empressée, et la sanction royale les baptisera lois. Il n'est dans cette crise qu'une ligne de conduite à poursuivre, pour les réformistes dans toute la province. Il devient de leur devoir impérieux de manifester leur sympathie pour leur frères du Bas-Canada. Qu'il tiennent des assemblées dans tous les townships, qu'ils forment des Unions politiques, et qu'ils résolvent solennellement d'épouser la cause de leurs frères opprimés et jurent au nom du ciel de les assister et de les secourir de toutes les manières et par tous les moyens que les exigences du temps présent ou futur peuvent requérir.

POPULATION DE L'ANGLETERRE.

D'après des documents officiels, la population de l'Angleterre se divise ainsi qu'il suit entre les diverses classes d'individus. Propriétaires de biens-fonds, 1,500,000; fermiers et journaliers, 4,800,000; ouvriers des mines, 600,000; meuniers, boulangers, bouchers, 900,000; fabricants, 2,400,000; artistes, 650,000; cordonniers et tailleurs, 1,050,000; marchands, 2,100,000; matelots et soldats, 831,000; ecclésiastiques, avocats, médecins, 450,000; pauvres à la charge des paroisses, 110,000; rentiers, 116,000. Total, 15,573,393 habitants, formant 2,203,504 ménages.

*—AUX CORRESPONDANS.—Un *Electeur* paraîtra au prochain numéro.

DECES.

Au Sault Ste. Marie (Michigan), le 5 juillet, âgée de 47 ans 6 mois, Marie Sophie Routier, native de St. Domingue, épouse de Gabriel Franchère, Ecr., ci-devant de Montréal.

VENTE PAR ENCAN.

SERA VENDU demain JEUDI à la Chambre d'En-can du Soussigné (*positivement et sans réserve.*) UN assortiment général de Marchandises Sèches, Gros de Naples, Soie, Satin, Sarcinet, Ruban de Gaze, Dentelle, Bottines et Souliers de Dames, &c. —AUSI.—
1 Valise de peignes à toilette pour les Dames,
1 Caisse de bijoux Français et Allemands,
1 do de différentes boîtes à tabac, pipes et porte cigarres,
2 do de boîtes de parfums, et savon d'odeur.
La vente commencera à DEUX heures précises.
G. D. BALZARETTI.
—26 juillet, 1837.

CHIRURGIE VETERINAIRE.

No. 55 RUE ST. PAUL—MARCHE' ST. PAUL, CHEZ M. FELIX BEDIGARÉ.



M. R LOUIS D'ORLEANS, Maréchal expert autrement, *Vétérinaire*, a l'honneur de prévenir le public, et particulièrement ces Messieurs qui jusqu'à présent lui ont fait l'honneur de lui témoigner leur confiance qu'il se retire maintenant à la susdite adresse, où il se trouvera tous les jours (le Dimanche excepté) depuis 5 heures jusqu'à 8 heures du matin, depuis 6 heures jusqu'à 8 heures du soir pour s'appliquer au traitement et pansement des chevaux et autre bétail. Mr. D'Orléans se flatte que ses connaissances et son expérience dans l'art qu'il pratique continueront à lui garantir de l'encouragement.

Au même endroit se trouvent la boutique de Messieurs LEMOINE & CAUCHON *Maréchaux et Tailleurs*, qui offrent respectueusement au public leurs services dans leur département particulier.

AVIS.

LES SOUSSIGNE'S viennent de recevoir par le *Général Gascogne*, Capt. Rendall, 68 paniers fayence bien assortis pour l'usage des familles, et en outre 100 paniers bien assortis pour les Marchands de la Campagne.

B. LACHANCE, & FILS.

Québec, 12 juillet 1837.

A LOUER.

UNE place dans un Banc, Chapelle Ste. Famille No. 1.—S'adresser au Bureau du *Libéral*.

A LOUER.

UNE Place dans un Banc, No. 2, dans la Nef, côté de l'Évangile.—S'adresser au Bureau de ce Journal. Québec, 22 juillet, 1837.

PENSION.

LE Soussigné peut recevoir à son Hotel, connu sous le nom de Hotel de la Douane, Six Messieurs comme pensionnaires. Son établissement est confortable et ses termes modérés.

R. BLACKISTON.

8 juillet, 1837.

TELESCOPES & BAROMETRES.

A VENDRE deux des meilleurs Télescopes de 30 pouces avec trépied de cuivre, dans une caisse d'acajou. Quatre Baromètres élégants avec thermomètres, hygromètres et niveau, dans des cadres, poli français, portatifs.

G. D. BALZARETTI.

21 juin 1837.

FORTE PIANO A VENDRE.

UN forté-piano à patente, carré, supérieur, de la meilleure fabrique d'Amaine, poli français, garanti par le professeur Henry Hertz.

G. D. BALZARETTI.

21 juin 1837.

AVIS.

JOHN TEED, Marchand Tailleur, No. 11 rue Champlain en adressant ses humbles remerciements à ses amis et au public pour le généreux encouragement qu'il a reçu depuis son entrée dans les affaires, prend la liberté de leur annoncer qu'il a reçu son assortiment de marchandises d'été de toute espèce en son genre de commerce et qu'il les offre au public aux conditions les plus modérées pour argent comptant ou à un crédit approuvé. Tous ordres sont remplis avec promptitude et élégance. Québec, 17 juin, 1837.

APPRENTIS IMPRIMEURS.

ON a besoin à cette Imprimerie de DEUX APPRENTIS on préférerait des jeunes gens sachant l'Anglais et le Français et d'une certaine éducation.

CIRCULAIRES, CARTES DE VISITES, AFFICHES PAMPHLETS etc, seront exécutés promptement et à bas prix à cette imprimerie.

CONDITIONS DE CE JOURNAL.

Le LIBERAL se publie en anglais et en français, deux fois par semaine: le MERCREDI et le SAMEDI matin; le prix de l'abonnement est de trois piastres et demie par année pour les deux langues, ou deux piastres pour chaque feuille séparée, frais de poste non-inclus, payables par semestre, d'avance.

PRIX DES AVERTISSEMENTS.

Six lignes et au-dessous, première insertion, 2s. 6d. et 7¹/₂ de chaque suivante. Dix lignes et au-dessous, première insertion, 3s. 4d. et 10d. chaque suivante. Les avis non accompagnés d'ordres écrits seront insérés deux fois par semaine jusqu'à ce qu'ils soient contremandés, et débités en conséquence.

Les Lettres, Correspondances, &c., doivent être adressées, franchises de port, au Bureau de ce Journal, No. 32, Rue St. Paul.

Imprimé pour les PROPRIETAIRES par FES. LEMAITRE, Rue St. Paul No. 32.

THE LIBERAL.

A POLITICAL, LITERARY AND COMMERCIAL JOURNAL.

SALUS POPULI SUPREMA LEX ESTO.

VOL. I.

QUEBEC, WEDNESDAY, 26 JULY, 1837.

NO. 12.

THE VOICE OF THE PEOPLE.

ANTI-COERCION MEETING OF THE COUNTY OF L'ACADIE.

(conclusion.)

Proposed by Charles Roy, esq., seconded by Mr. Antoine Doré.

Resolved, 11. That this meeting considers it its duty to dismiss the administration of Lord Gosford in very few words, and to declare his administration worse than those of Craig, Dalhousie, and Aylmer. The last were more tyrannical, artifice and something still worse were not at least so evident in them.

Proposed by Mr. Théodore Bechard, seconded by Joseph La moireux, esq.,

Resolved, 12. That the people of Lower Canada have proved, on divers occasions, their attachment to the metropolitan state, in return for which they have received nothing but Acts of oppression, such as the Trade Act, the Land Company Act, and still more recently the Resolutions of Lord John Russell, agreed to by both houses of the Imperial Parliament: and that if these last are put into execution they will constitute a grievous insult and the maximum of injustice of the metropolitan government towards this Colony

Proposed by Mr. Joseph Beaudoin, seconded by Mr. Berthezemy Charron:

Resolved, 13. That neither threats nor persecutions of the head of the Executive of this province, or of any other officer of government, shall prevent us prosecuting our plan of reform, and that we shall for that purpose employ all the means with which we are invested by the constitution and the laws of the country: that we will never cease to demand the abolition of a council to which we owe the loss of the education bill, whereby 40,000 children are now deprived of instruction; likewise the loss of the judicature bill, jury bill, Chambly canal bill, Parish and Townships Officers' bill and other important measures passed by the Assembly and demanded by the people, but rejected by that Council which is despised by all the respectable people of this Province and censured even by authorities worthy themselves of being censured for their false reports.

Proposed by J. B. Paradis, esq., seconded by Bartlett Nye, esq.

Resolved, 14. That this county is of opinion that the feudal tenure does not suit the present condition or wants of the country, and that this tenure should be replaced by one more equitable and less odious: That in consequence it reiterates its invitation of the fourth of July, 1836 to A. N. Morin, and L. H. Lafontaine, Esqrs., to lend their great talents to the completion of a work which may meet with the general approbation of all the inhabitants of this county, that of the total abolition of seigniorial rights.

Proposed by Mr. ABRAHAM BECHARD, seconded by Mr. JOSEPH RAPHAEL,

Resolved, 15. That we are of opinion that the ancient practice of customary Dower should disappear from our code of laws: that all *hipotheques* should be special; and we firmly believe that the introduction of Registry offices in the seigniories of this county, would be a great benefit to the inhabitants.

Proposed by Amable Lamoureux, Esq., seconded by Olivier Hébert, Esq.

Resolved, 16. That in the alarming state in which this province is situated, the inhabitants continue always to place the most unlimited confidence in the talents, energy and patriotism of the hon. L. J. Papineau, Speaker of the House of Assembly; and that the kindness with which he answered our request to assist at the meeting this day is another proof on his part how much he respects the wishes of his fellow-countrymen, and for which we sincerely thank him.

Proposed by Joseph Paré, Esq., seconded by Mr. François Patteoude.

Resolved, 17. That it is proper to name Committees of Vigilance in each part of the county, with power to add to their number, and to name delegates to meet in any convention that may take place at any time and place upon the affairs of this Province.

Proposed by Mr. Lucien Gagnon, seconded by Mr. Tous. Langevain.

Resolved, 18. That Capt. Dozois, Jacques David Hébert, J. Bte. Lukin and Antoine Merizzi, Esquires, be members of the committee of Vigilance for the Parish of *St. Cyprien*; Louis Euer dit Dragm, Esq., and Mr. Lucien Gagnon, for the Parish of *St. Valentin*; Capt. Amable Lamoureux, J. Bte. Bissonnette, L. P. Girardin, Théodore Béchard, and Olivier Hébert, Esq., for the Parish of *St. Marguerite de Blainville*; Robert Robitaille, Esq., Messrs. Louis Lussier and Benoni Verdon, for the Parish of *St. Edouard*; Patrick Barker, Gilbert Weldon and Bartlett Ney, for the Seignory of *Lacolle*; Capt. Williams, and Mr. Winslow Williams for the Township of *Sherrington*; Messrs. Antoine Doré, Toussaint Langevin and Joseph Beaudry, for the Parish of *St. Jacques Le Mineur*.

Resolved, also That Messrs. J. Bte. Dozois and Antoine Merizzi, shall be members of the Convention for this county.

Proposed by Mr. Edward Chatelle, seconded by Mr. Joseph O'Clair.

Resolved, 19. That this meeting takes this opportunity solemnly to protest against the conduct of the Commissioners charged with the building of a Court House and Prison for the County, inasmuch as the building is not yet delivered, according to the contract made between the Commissioners and the builder, although finished: and that this meeting depends upon the energy of the members of the county for bringing this business before the House of Assembly at the next session.

Proposed by Frs. Guernon, Esq., seconded by Frs. Demuel, Esquire.

Resolved, 20. That this meeting votes its thanks to the President and other officers of the meeting.

After the business of the meeting was concluded, a large number of the electors dined together at Lewis' hotel. The dinner was excellent. No imported liquors were allowed on the table. A number of patriotic toasts were drunk, with all the honours. We regret that the want of room prevents us publishing these sentiments to-day.

CUMMUNICATIONS.

To the Editor of the Liberal.

SIR,

It would appear as if the Tory press in this City were positively determined to continue disseminating (after having been detected and publicly exposed) the most palpable gross falsehoods without the least coloring of truth, and with the avowed intention of imposing on people at a distance. They feel the absolute necessity of inducing the people beyond the limits of this City to believe, that the Irish had given them support at the late election in the Lower-Town, altho' there is not a man in the City who paid the least attention to the contest, but could declare, that there is not the shadow of a pretext to bear out such unfounded assertions as those put forth in the Mercury, and repeated in the O. Q. Gaz. and the little Herald.

But those Tories are *bumproof against truth, or rather invincible liars*. They feel the disappointment to the very quick, and the public shame which must inevitably attach to them from the false assertions so often, and so boldly trumpeted forth, that "they had the Irish to a man." Hence the appearance of the communication in the "little Herald" of the 19 which in a spirit of phrenzy resulting from disappointment most flagrantly and unblushingly asserts that only 66 Europeans voted for Mr. Connally at the late election when any one who may wish to examine the Poll Book must declare that there are twice that amount. Now this is a falsehood knowingly and intentionally asserted, and by whom? Why by a *Pettifogger* who strolls and struts about the Court House and does small jobs when he can get them, *writing petitions for Tavern Keepers &c.*

This man signs himself "An Irishman" with the intention of imposing on the people and as such endeavours to establish a claim on the Irish. I freely admit him to be "An Irishman." And we are all well aware that Ireland gave birth to a "Castle-reegh," a "Beresford," a "Major Sir," a "Paddy McKew," and even to a "Jemmy O'Brien." It was such Orange Irishmen as this *Creeping Strolling "Pettifogger"* who caused the slaughter, at Newtownbarry and *Murdered the only Son of the widow Ryan*; it is such Orange Irishmen who extort the one tenth of the produce of the industry of the Irish Catholics, to support that modern juggernaut the Protestant Church; and that too at the point of the Bayonet. It is such Irishmen, who are in gangs in Ireland (and in this country too) the willing instruments in the hands of every Foreign or domestic Despot ready (when they are in sufficient numbers) to pounce upon the people and wrest by violence what they could not get by sound reason or common honesty. It is such Irishmen, that harass and persecute with unfeeling malignity their fellow countrymen without mercy to that degree that they are obliged to seek in a foreign clime that peace, happiness, and tranquillity, the encouragement of their industry and the security of their property, which they vainly endeavoured to obtain from their relentless Task Masters in the land of their nativity.

This is the sort of "Irishman" who would feign take into his holy keeping the interest of men who have proved themselves to be real Irishmen at the late election in the Lower-Town, but the "Tory Bail" will not take after all the intrigue, the treachery and stratagem resorted to in secret to prostitute the Irish. And why? because the Irish are too wide awake for the trick. They know their importance, and their numbers, and having established themselves in this country by their industry, and respectability have obtained a stake which they will not confide or trust to the keeping or care of Irish, English or other Tories. They are well aware, that the common interest, the common happiness, the general prosperity and well being of the people of this Colony (natives as well as others) will also, depend their interest, their happiness and their prosperity. It is to this communion of feeling and interest in common with the Canadians and Irish, that reformers look for the redemption, regeneration and disenfranchisement of this country. It is to this patriotic bond of union which is now cemented reformers look for (and it will be effected too, and that very soon,) the total annihilation of tyranny, despotism and irresponsibility in this colony. It is this union which will reduce to their proper level a petty faction of Merchants, who have built up an importance at the public expence on *useless trash of "Rag Money"*—It is this union "when properly defined, arranged and put into action" which will bid the *Dynasty of Legislative humbug begone*, I will now bid farewell to the "Irishman" and the tory press leaving them to rant and rave, and "wheel about, and turn about and jump Jim Crow" "if they like" They have the alarming mighty figure of 14 Irish Catholics, who voted in their favour. There they are, we make a present of them to the tories, perhaps they would make good "Pioneers" for the 83rd. We defy the "Irishman" or any other tory to find 4 more Irish Catholic voters for Munn on the Poll Book, but they have the Orange to a man. Is it not ludicrous in the extreme to hear these tories make use of the words "BRITISH and IRISH" I wonder that they don't see the propriety of dropping the word "Irish" and substituting the word "Orange" It is to no purpose to hang on endeavouring to prostitute the Irish any longer. They have redeemed their character and can now look down with contempt, and defiance on renegades and apostates, no matter whether they are Irish or Canadian.

In all fairness the tories should pull off the mask and put up their proper Colours that the people at a distance may no longer be deceived. Let the Constitutional "MOTTO" henceforth be what it ought to be, and what it truly and really is "BRITISH and ORANGE."

Yours truly,

AN IRISH RADICAL.

—24th July, 1837.

To the Editor of the Liberal.

SIR,

Would Mr. Neilson be so good as to point out which of the 92 resolutions creates the "distinction of origin" upon which he is constantly harping? my reading of those resolutions is diametrically at variance with his, for they appear to me strongly condemnatory of such distinctions, the mischief of which they ascribe to the designs of a perverse government.

QUERIST.

THE LIBERAL.

QUEBEC, WEDNESDAY, 26 JULY 1837.

The attempts of the Constitutionalists are directed to the perpetuation of a form of government calculated to be partial and exclusive. Without considering whether elective institutions carried into practice, here would insure happiness and prosperity to the great bulk of the people of this province, our little exclusive politicians see in the contemplated changes the ruin and downfall of their little exclusiveness *nolumus leges anglicae mutare* say these worthies, not because "as the brave and honest Barons of England did" the present state of things are sufficient to promote the wellbeing of society in general, but because we, the little men aforesaid, would no longer be enabled to preserve our *Caste*. Well knowing the cause which gives such beings even a temporary distinction they shrewdly perceive how ephemeral would be their *éclat* if supported by their own merit, unworthy of popular esteem they would slumber in the obscurity of private life, unless perhaps, poverty should urge them on to make efforts towards industry, a miserable alternative for a class of men who have lived in the persuasion that the rest laboured for them. Enough for them, the task of plundering the people, without some governmental change which will have the effect upon society of annihilating such a deplorable state of things, we are deliberately of opinion that partial administrative expedients can never fully confer those lasting benefits upon society which a government of choice always confers. There must be a total revulsion of feeling and sentiments with a certain class before the baneful and pernicious consequences of official coteries can be averted. The state of things which has given rise to such results must be reformed, or destroyed, before any permanent good can flow from it. Yet a young country, there are more abuses in proportion here than in other countries ten times older and more populous. Whence then the cause of our precocious corruptions? It has not been the growth of our native soil—no—it would have taken centuries to have formed half the number. The fatal seeds of corruption have been imported here from England.

"SIR,—Allow me to ask you if you are aware whether it is the intention of our governor to follow up the very necessary steps he has taken within these days, by granting warrants against the proprietors and printers of newspapers in our city, which teem with writings of a seditious nature, and are in fact the root of all the evil."—*Montreal Paper*.

We shall not go over the subject to show that the government has acted unjustly in dismissing lieutenant Colonel Raizenne or any other militia officer, and thereby raising them in the estimation of their fellow citizens but we do think, that it would be rather *hazardous* to commence hostilities against "the proprietors & printers of newspapers." We are aware that the spirit of mischief is afloat and the secret agents of the Constitutional party have been at work, endeavouring to urge the adoption of coercive measures, to restrain the liberty of the Press, but it will be of no avail. They have merely to turn over one or two leaves of the history of Canada, and they will find, that it would be unwise to adopt any measure, which has not been sanctioned by the *experience of the past*.

It appears that the people of the Village *Debartzch* (St. Charles) have been hanging his Excellency Lord Gosford in Effigy in the public market place and that too in a village erected by his most intimate friend and prime minister "The Honorable Mr. Debartzch." The effigy was plastered over with copies of a newspaper established by Lord Gosford at Montreal to (prop up his government) called "*Le Populaire*." Although we do not approve of these excesses, yet it is a convincing proof that Lord Gosford is very unpopular.

The *Canadien* of Wednesday last published a very lengthy appeal to the constituency of the county of *Portneuf* purporting to be, the extemporaneous production of Hector Simon Huot Esquire one of the M. P. P's. for that county. Upon perusing that article, we doubted very much at the time that the faculties of that *Honorable and learned* gentlemen could have produced such a document without the aid of some person well versed in those matters, besides, we never knew until then, that Mr. Huot could be so prolix before an assembled multitude. Our curiosity led us to enquire from several persons who were present at the meeting at Portneuf if such really were the sentiments uttered by Mr. Huot. When "as we anticipated" we were informed that the whole was a fabrication, manufactured by his friend *Etienne* at the office of the *Canadien*.

The Mercury insinuates, that more dismissals from the militia will take place. "The Kings Printer" would persuade Lord Gosford to imitate the example set him by the redoubtable Dalhousie. Let him commence with the officials. The "Kings Printer" would indeed send forth a most piteous lament.

Mr. JACQUES VIGER, whom the people of this city had twice raised to the mayoralty, has, in return for that mark of confidence, been very active of late in endeavouring to stifle the expression of public opinion in this city and its neighborhood, against the Gosford and Russell atrocity. Very fortunately, however, the public spirit of the people has been stronger than Mr. Jacques Viger's influence, and he has succeeded only in exhibiting his own tergiversation, and want of principle. We mention this circumstance, now merely to put Reform-

mers at a distance on their guard against Mr. Jacques Viger's sinister attempts to prop up an administration, from which, whatever he may personally expect, the people have nothing to hope but insult, degradation and robbery.—*Vindicator*.

We can tell the above named Mr. JACOBUS that he will gain few laurels in Quebec—where he now is, possibly less than what he obtained during the last American War, when he so boldly defended his Country from invasion by the enemy. We are told that he is recruiting in order to make up a corps to be called the "Turn Coats" but they are so weak in number that he has given express orders to his subordinates to enlist the Constitutionalists, although we doubt that few will be found to be led on to the battle field by such a Warrior.

CANADIAN ORANGEISM.—The last number of OGLE GOWAN'S *Statesman* contains a copy of certain Resolutions passed on the 24th ult., "at a general meeting of the Orangemen of the County of Prince Edward, Upper Canada, at the Picton Hotel." The following are the 3rd and 6th of the Resolutions which were passed by these worthy, blood-hounds on the occasion:—

Resolved, 3d. That we will always feel it our duty as well as pleasure to celebrate the anniversary of our Glorious deliverer King William the III.—over James, at the Boyne, in Ireland, when the trammels of bigotry and superstition were struck from the feet of Britons, and the glorious rays of the gospel were diffused through our happy land, and we therefore recommend to our brethren in this county to celebrate the same in their different Lodges, in manner suitable to so glorious an occasion.

Resolved, 6th. That we fully participate in the feelings of our Right worshipful Grand Master, Ogle Robert Gowan Esq. M. P. P. in regard to the threatened insurrection in Lower Canada, and as in the days of yore, when the blood of our forefathers flowed to throw of the yoke of tyrants and despots, so will we their descendants, wait for the second call, to oppose the traitors of this happy country, and show to the world that the machinations of designing demagogues shall not prevail, though backed with Ten thousand American Rifles.

The Canadian people have here a sample of that ferocious Orange spirit which has deluged Ireland with blood. These are the staunch supporters of Toryism in Upper Canada, of the RUSSELL atrocity in Lower Canada, and the sworn enemies of freedom in all parts of the world. They are anxious to be let loose again on those whose religion and whose political principles they so bitterly hate, in order to assuage the vampire thirst for blood which devours them. The *Q. Gazette* some time ago called attention to the cordial support which constitutionalism received from some Regiment of Militia about Cornwall. It can now add the Orangemen of Upper Canada to its allies. They are prepared to act "as in days of yore", that is, to wade knee deep in Papists' blood, as they used to boast that they would do in Ireland. With such an "holy alliance," the reign of misgovernment will no doubt prosper. As for the reception which Mr. OGLE GOWAN'S Orangemen will experience "in Lower Canada," when they obey "the second call," that's another affair. We assure them that there are thousands of Irishmen in this Province, whose memories still foster the recollection of the pitch-caps and triangles, of the other dastardly and heinous insults which their native country and their countrymen have suffered from Irish Orangeism, and who pant for a "day of reckoning." Should Providence decree that the wrongs of Ireland are to be avenged on the soil of America, her children, and her children's children, in Canada, will not shrink from their duty, even before the combined cohort of all the Orangeism that OGLE GOWAN—the grand master of the party—might gather together for the sacrifice.—*Vindicator*.

IMPERIAL PARLIAMENT.
HOUSE OF COMMONS,

MONDAY, April 24.

CANADA.

Mr. O'Connell could not consent to vote for the 8th resolution. He thought it unjust and therefore he must oppose it. He thought it tyrannical, and therefore he must resist it. (cheers) He knew that it was tyrannical and he hoped it would be effectually resisted. (hear, hear, hear.) It was admitted to be against principle, and it was said to be only justified by necessity. It was solely and simply grounded upon necessity. Now he denied the necessity; but even if there were necessity; he denied the justice. "The tyrant's plea," it was true to a proverb, "is necessity." (hear, hear.) He had heard before the same argument used. It had been used to deprive Ireland of her liberties, (cheers.) He had listened to the same hon. Baronet [Sir Geo. Grey.] make a speech to the same effect he had made that night in support of the coercion bill for Ireland, and it was upon the same plea—necessity. [hear, hear.] Could any human being, then, look him in the face and say that there was a necessity for the coercion bill? No one could say so. There was nothing in the existing state of Canada to render the course then proposed necessary. (hear, hear.) What, after all, were they struggling for? If they gave to the Canadas an elective Legislative Council they would put an end to all disputes. If they granted an elective Legislative Council there would be no doubt but that perfect tranquillity and complete harmony between the two countries would be secured.—[hear, hear.] The agent of the Canadians in that House was ready to pledge himself to that. [A member on the ministerial side of the House said "That was not the case."] But then the Government would not give it to them. (hear, hear.) Why would they not do so? They heard talk of a French party in that House. Perhaps this was one of the worst features in this entire matter, the attempt to raise one portion of the people against the other. [hear.] If the Canadians were not an English party they would now be a portion of the United States. During the American war appeals had been three times made to them to join the Americans. They resisted those appeals. Had they acceded to them, in what situation would they be now? Instead of having not merely the House of Assembly elective, they would have also their Governor elective, their Legislative Council and every thing else elective. [hear.] Then how would they be in point of taxation? Instead of having a revenue to pay, they would have a surplus revenue to take back, for that was the situation of the United States. [hear, hear, and cries of "Oh, oh!" from the members on the opposition benches.] Perhaps the right hon. member from the University of Cambridge did not know that fact; perhaps he was ignorant the United States had a surplus revenue. The right hon. gentleman had at one time been Chancellor of the Exchequer, and he must be astonished to hear of any such thing as a surplus revenue. Laughter.—He must imagine such a thing to be a mere fairy tale, and yet he could assure the right hon. gentleman of its reality; the fact undeniably being that in the United States there was a surplus revenue. If, then, the Canadians had formed a part of the

United States, instead of that House taking away their money from them, they could employ it for their own advantage. He was opposed to the impolicy of their attempting to carry on the Government of that country for the purpose of advancing the interests of a party against the people. Cheers. The government party was called the English party.—They were not an English party; but they were a Canadian party that used the power of England for its own selfish purposes. Hear, hear.—What right, he asked them, had they to talk of the superior rights of the Legislature of England? Ought that to be so? They had entrusted to the Canadian people the power of imposing their own taxation by a Legislature of their own; they were to levy their own money; and was not the appropriation of that money part of the same power confided to them? They should rather take away the power of taxation, than insult them, when they had raised the money, by depriving them of the power of having any superintendance over it. The simple mode, in his opinion, to get rid of the difficulty, was to grant to the Canadians the power of electing their own legislative council. Hear. This was no new claim that was made upon them; some of their colonies had it before. It was no novelty. They did not ask for that which other colonies had not. It was only for a Royal charter to concede to the Canadians what had been conceded to other colonies. By doing so they still left to the representative of the Crown all the powers that he now possessed; the veto of the Crown would still remain. The question really narrowed itself to this, would they try that experiment? would they take that step? No; they chose to set the Canadians at defiance. They had the power at present to do so, but how long they should have that power he did not know. Cheers. This he at least was convinced of, that no man who was born in that country, no man who had a true regard for his country, who would not determine to continue the struggle until he would make it impossible for another country to plunder his own.—Cheers. He was sorry to oppose the Government; but he felt it to be his imperative duty upon principle to do so. Hear.

SALES BY AUCTION.

WILL be sold To-morrow, THURSDAY the 27th instant, at the Subscribers Sale Rooms (positively without reserve.)

A general assortment of Dry Goods, Gross de Naples, Silk, Sattin, Sarcinet, Gaze Ribbons, Lace, Ladies Bootines and Shoes, &c. &c.

—ALSO.—

- 1 Trunk ladies combs, dressing, Ivory, and pocket do
- 1 Case Germain and French Toys.
- 1 do fancy snuff boxes, pipes and Cegar cases.
- 2 do Perfumery, sented Soap.

Sale to commence at TWO o'Clock precisely.
G. D. BALZARETTI.

—26 July.

NOTICE.

JUST Received by the Subscribers, per the *General Gascoigne*, Capt. Rendall, 68 Crates Earthenware well assorted for family use, and 100 Crates well assorted for country Merchants.

B. LACHANCE, & SON:

Québec 12 July 1837.

A VALUABLE FARM FOR SALE.



A FARM situated on Grand-River, (Petite Nation,) Seventy Five miles from Montreal,—consisting of TWO hundred ACRES of good Land; Fifty of which are under cultivation, containing a meadow that produces about Seventy Tons of Hay, a brook fit to erect a Carding Mill thereon. There are also a large quantity of Maple Trees on the Land.

A catholic and protestant Church are built on the said Farm, making it a desirable place for business. TEN or TWELVE building lots on the same Land are conceded at the rate of \$4 per annum. The proprietor would have no objection to barter the above property for a house in Quebec.

For further particulars, apply to the proprietor.
JOSEPH MEVILLE,
Tavern-Keeper, St. Peter Street.

July, 8th 1837.

TO LET.

A Seat in Pew No. 1 Ste. Famille Chapel.—Apply at this Office.

BOARD AND LODGING.

THE Undersigned can accommodate Five or Six Gentlemen with Board & Lodging, on moderate terms—Opposite the Custom-House.

ROBERT BLAKISTON.

July 8th 1837.

TO LET.

PART of a Wharf between the Properties of Messrs. Buteau & Tremain, on the river St. Charles.—Apply to L. T. McPherson, N. P., or at the office of this paper.

Situation Wanted

BY a young Man, who is well versed in the French & English languages, would prefer a Merchants office or Auctioneer's. Salary no object.—Apply to A. B. at this office.

TELESCOPES BAROMETERS, FOR SALE.

TWO 30 inch Telescopes best make, with brass stands in mahogany case
FOUR elegant Barometers with Thermometers, Hygrometers and Levels in french polished mahogany frames and made portable.
24 June. G. D. BALZARETTI.

PIANO FORTE FOR SALE.

A Superior Patent square Piano-Forte of d'Armaige & Co. best make, french polished, warranted by professor Henry Hertz.
G. D. BALZARETTI.
24 June.

CIRCULARS, VISITING CARDS, BILLS, PAMPHLETS &c. done with dispatch and in the neatest manner at low prices at this office.

VETERINARY SURGERY,

No. 55 ST. PAUL'S STREET, ST. PAUL'S MARKET,
AT MR. FELIX BEDIGARE.



MR. LOUIS D'ORLEANS, Veterinary Surgeon has the honor of notifying those gentlemen who have hitherto favored him with their patronage, and the public in general, that he has removed to the above address where he will be in attendance every day (Sundays excepted) from 5 to 8 o'clock in the morning and from 6 to 8 o'clock in the evening to devote his whole attention to the treatment of diseased or injured Horses & Cattle, and he trusts his Knowledge & experience in the art he professes will continue to ensure him support.

At the same place on the forge and farrying shop of Messrs LEMOINE and CAUCHON, Farriers and Cutlers who respectfully offer their services to the public in their particular line.
Quebec, 19th July 1837.

TO LET OR FOR SALE,

A NEW DWELLING HOUSE, St. Francis street Cape, containing TEN Apartments besides Kitchen & Cellar and a well of excellent water.—Apply to the Proprietors SHARP & QUIGLY, in the adjoining house.
10th June, 1837

ELIXIR VEGETAL BALSAMIQUE.

N. H. DOWNS'

Vegetable Balsamic Elixir,

FOR Coughs, Colds, Consumption, Catarrh, Croup, Asthma, Whooping-cough, and an other diseases of the head, chest and lungs.

Pamphlets containing a history of the Medicine, a sketch of the diseases for which it is recommended—certificates from unquestionable sources—ample directions, and much other important information accompany each bottle, may be had of any of the Agents gratis.

Price of two ounce phials, 3s. 9d.

Price of four ounce ditto, 6s. 3d.

Sold wholesale by the proprietor at Troy, Vt. (late of Georgia) and by CURTIS & RUSSELL, Druggists, St. Albans Vt. wholesale Agents and joint Proprietors.—Also, by special appointment, by WM. LYMAN, & Co.

JOHN NEWBOLD, } Montreal
R. TRUDEAU, }
MUSSON & SAVAGE, } Quebec.

ROBERT BLAKISTON,

Sail-Maker,

MOST respectfully returns thanks to Merchants and Captains for the handsome share of patronage they have favoured him with, in the SAIL-MAKING, Business, for the last fifteen years. His establishment is now carried on at No. 34 St. Peter Street, and he pledges himself that any orders in the above line will be executed with dispatch and on a reasonable credit.
Quebec June, 17 1837.

BREWRY TO LET,

FOR ONE OR MORE YEARS.

A BREWRY and MALT HOUSE complete, with dependencies, the whole ready to go into operation.

And For Sale,

A LARGE STONE HOUSE, beautifully situated on the hill or coteau Ste. Genevieve, being a most eligible seat for a genteel family. The Garden is extensive and contains upwards of 400 Fruit Trees, Gardiner's House, Cistern and other dependencies. Also, TWO SMALL HOUSES adjoining the above. Apply to
R. QUIROUET.
Quebec, 17th June, 1837.

JOHN TIED,

Merchant Tailor,

No. 11, CHAMPLAIN STREET, QUEBEC,

IN returning his sincere thanks to his friends and the public, for the very liberal encouragement he has received since his commencement in business, takes the liberty of informing them that he has received his SUMMER SUPPLY, consisting of a CHOICE ASSORTMENT OF GOODS, of every description in his line, and offers them to the public on the most reasonable terms, for cash or approved credit.
All orders attended to with neatness and dispatch.
17th June, 1837. 1

QUEBEC HAT WAREHOUSE



AT No. 16, Fabrique Street, Upper-Town, next door to Messrs. Massue & Boisseau, and in the house on the steps near Prescott Gate, next to Messrs. Thos. Cary & Co's Printing Office.

The subscriber has constantly on hand an assortment of hats imported per late arrivals and of his own manufacture, at the above places.

J. B. CORRIVEAU.

Quebec, 17 June, 1837.

CONDITIONS OF THIS PAPER.

The LIBERAL is published in English and French, twice a week—Wednesday and Saturday in the forenoon. The subscription for both papers is 17s. 6d. per annum, or 10s. for each, separately, exclusive of postage; payable half yearly in advance. All communications to be addressed to the office of the LIBERAL, No. 32 St. Paul Street, where the paper is published for the proprietors.

PRICE OF ADVERTISING.

Six lines and under, first insertion, 2s. 6d. and 7d. for each subsequent insertion. Ten lines and under, first insertion 3s 4d and 10d each subsequent insertion. Above ten lines, first insertion 4d per line, and 1d per line for each subsequent insertion. Advertisements unaccompanied by directions will be inserted twice a week, in English and French, and charged accordingly.

QUEBEC:—Printed for the PROPRIETORS, by FRAS. LEMAITRE, St. Paul Street, No. 32.